



## **55th Joint Meeting of the Council of Europe Development Bank**

**Remarks by Marija Pejčinović Burić,  
Secretary General of the Council of Europe**

**Dublin, 8 July 2022**

Monsieur le ministre des Finances de l'Irlande,

Monsieur le ministre du développement des communautés et des territoires de l'Ukraine, nous sommes heureux que vous ayez pu vous joindre à nous par vidéo,

Madame la Présidente du Conseil de direction,

Madame la Présidente du Conseil d'administration,

Monsieur le Gouverneur,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de direction et du Conseil d'administration,

Mesdames et Messieurs,

Pour commencer, je voudrais remercier les autorités irlandaises d'avoir organisé cette réunion commune.

C'est la première depuis trois ans.

Elle reflète l'importance attachée à l'inclusion sociale, qui est l'une des priorités de la présidence irlandaise du Comité des Ministres, et un trait distinctif de la Banque de développement du Conseil de l'Europe, dont l'Irlande est membre depuis maintenant 18 ans.

Depuis 2019, l'Europe est confrontée à des défis majeurs.

La pandémie de covid-19 et l'agression brutale et illégale de l'Ukraine par la Fédération de Russie sont deux problèmes très différents.

Mais les deux sèment la mort, la souffrance et la peur.

Et dans les deux cas, le Conseil de l'Europe a dû réagir,  
et la Banque de développement aussi.

À chaque fois, elle l'a fait sans tarder; son intervention a été décisive et a produit des résultats.

Depuis le début de la pandémie, elle a apporté environ 3,8 milliards d'euros pour financer des projets liés au coronavirus.

Cette aide se poursuit avec des investissements dans les infrastructures sociales et en faveur de l'emploi,  
ouvrant la voie à la reprise après la covid et à la transition vers des sociétés inclusives et résilientes face au changement climatique.

C'est une approche inscrite dans le temps long, qui a pour but de garantir la durabilité de nos économies et la solidité du tissu social, que la pandémie a mis à mal.

S'agissant de la situation en Ukraine, la Banque a été la première institution de sa catégorie à accorder des aides pour les personnes qui fuyaient le conflit et arrivaient dans les pays voisins.

Ces aides ont permis de financer toutes sortes de choses: alimentation, vêtements, médicaments, mais aussi la mise en place de systèmes d'enregistrement et d'assistance juridique pour les réfugiés, ou encore les transports et l'hébergement.

Les deux obligations d'inclusion sociale que la Banque a émises ont permis de lever respectivement 1 milliard d'euros et 1 milliard de dollars.

Cet argent est utilisé pour soutenir les pays qui aident les millions d'Ukrainiens en quête de sécurité.

Comme avec la covid, les effets de cette violence se feront sentir longtemps encore.

Les prix des produits alimentaires, de l'énergie et d'autres biens augmentent, entraînant une inflation rapide.

L'interruption des échanges commerciaux et des chaînes d'approvisionnement est une sérieuse source de préoccupation, tout comme les problèmes de sécurité énergétique.

Il pourrait aussi y avoir de nouvelles vagues de réfugiés.

Tout cela ne sera pas sans conséquence pour nous tous, partout en Europe, en particulier pour les plus démunis et, bien sûr, pour la population ukrainienne.

\*\*\*\*\*

The Council of Europe and the Development Bank will continue to do what we can to help, in co-ordination, and within terms of our mandates.

As you know, the conflict is far from over.

But when that day does come, I know that the Bank will want to play a full role in the reconstruction of Ukraine's social infrastructure.

That will require the country's accession –

Something that it has now requested.

And I am pleased to hear that this has been met with a positive response from the membership.

It is certainly something that I support –

And presents a clear opportunity for the Bank to do yet more good in line with its original mission.

Others are also asking what role they can play.

Earlier this week I was in Lugano for the Ukraine Recovery Conference.

There, individual countries and international organisations were clear about their wish to contribute in whatever ways they can.

And I talked about the actions that the Council of Europe is taking.

Including the advice given by our experts to Ukraine's Prosecutor General as investigations take place into gross human rights violations during the ongoing conflict –

Our adjusted joint Ukraine Action Plan –

And our Resilience, Recovery and Reconstruction package that will be implemented as soon as conditions allow.

I also mentioned the work of the Development Bank, which was represented at the Conference –

And rightly so.

All of this is needed.

Having been to Ukraine recently –

To Kyiv, Borodyanka, and Irpin –

I can attest to the damage and trauma that has been caused –

In the knowledge that what I saw represents only a fraction of the suffering –

And the certainty that the international community must stand by the country and its people, now and moving forward.

Of course, our determination to assist Ukraine must not distract us from the other problems that human rights, democracy and the rule of law face in Europe today.

Across the Organisation our work goes on –

Not least within the Development Bank.

It continues to ensure social rights and cohesion –

Reducing inequalities and supporting vulnerable populations through grants and loans –

And addressing everything from the Syrian refugee crisis through to the need to tackle the impact of environmental damage.

In the last two years, 113 projects have been approved with a total lending volume of more than 10 billion euros.

That lending has been led by some of the people here in this room today.

And it is an investment in a better future for our continent.

So, I thank you all for the hard work that you do –

And look forward to further progress in the months  
and years ahead.